

## **Et encore une guerre de retard ? Est-ce vraiment une fatalité ?**

**Conférence prononcée à Vannes le 18 avril 2013  
par le général d'armée (2S) Elrick IRASTORZA**

Les débats qui nous préoccupent actuellement sur l'avenir de notre défense nationale ne datent malheureusement pas d'aujourd'hui et notre histoire nationale abonde d'exemples mettant en exergue les insuffisances de nos politiques de défense et des moyens qui leur sont consacrés. Naturellement, après chaque revers de fortune, on s'empresse de poser la première question qui vient spontanément à l'esprit : « mais comment a-t-on pu en arriver là ? » Ensuite, dans un réflexe bien de chez nous, on lance immédiatement la chasse aux sorcières. En fait, il y a une autre question fondamentale que devraient se poser, quasiment chaque jour, tous ceux, autorités politiques et responsables civils et militaires en charge de notre sécurité collective et finalement chacun d'entre nous : « Peut-on sortir de cette fatalité qui fait que l'on semble encore avoir, le moment venu, une guerre de retard ? »

Je n'ai pas la prétention, ce soir, de vous apporter de réponse définitive si ce n'est la certitude absolue qu'en matière d'outil de défense il est plus facile de démolir que construire, voire seulement préserver, mais tout simplement de vous donner, à partir de quelques éléments de réflexion remontant, pour certains d'entre eux, au premier conflit mondial, proximité du centenaire oblige, quelques clés de compréhension. Ces exemples pourront vous sembler bien lointains et déconnectés d'une brûlante actualité. C'est intentionnel, car ils ont au moins une vertu, montrer que toutes ces problématiques et les mécanismes qui en sont la cause sont manifestement récurrents.

**1<sup>re</sup> partie : question classique suite à un revers de fortune : « Mais comment a-t-on pu en arriver là ? »**

**Bien évidemment, le premier réflexe est de chercher les causes dans la façon de se sont déroulés les événements proprement dits. Accuser les chefs militaires a toujours été de bonne guerre mais l'histoire nous nous montre qu'il faut aller chercher les causes le plus souvent bien en amont.**

**11) En fait, il faut d'abord aller les chercher dans la société elle-même.**

Préparer, sinon la guerre, du moins sa défense, nécessitera toujours des efforts au plan humain, social, économique, technologique, industriel et psychologique.

Or, il est rare qu'une société se résigne en temps de paix à la perspective d'avoir à faire la guerre et à toutes les contraintes qui s'ensuivent. Et si par malheur elle devait y être acculée, alors autant que ce ne soit que pour quelques jours, à moindre coût

humain et financier et que le succès soit garanti. Regardez en 1914 : depuis l'humiliante défaite de 1870, les Français sont incontestablement habités par un esprit de revanche, mais c'est en fait l'Allemagne qui déclare la guerre à la France. Alors quand « faut y aller, faut y aller » ; mobilisation générale, pas de planqués, vive l'union sacrée. Il s'ensuit une gigantesque concentration de soldats plus ou moins décidés à en découdre dans une guerre qui sera forcément courte et victorieuse. Vous connaissez la suite. Des souffrances qui dépassent l'entendement avec malgré tout mais au bout de 52 mois d'une guerre dévorante, la victoire de la ténacité, de la cohésion nationale et de la solidarité internationale.

Après une telle effusion sanglante, la seconde guerre mondiale nous fera franchir une étape supplémentaire dans l'horreur, horreur de l'effondrement militaire et moral puis de la désunion nationale, horreur d'une guerre d'extermination dépassant l'entendement. La phobie de la guerre exacerbée par ces deux conflits mondiaux, sera par la suite entretenue par les guerres de décolonisation.

Mais, bon an mal an, le souvenir de l'humiliation de 40 et la perspective peu réjouissante du déferlement des divisions blindées du Pacte de Varsovie, voire le spectre d'une hypothétique vitrification nucléaire, permettront de préserver un relatif consensus national sur la nécessité de contribuer à l'effort de défense collectif occidental face à l'Est.

L'effondrement du Pacte de Varsovie en 1989 fera voler ce consensus en éclats : après tant d'années d'angoisse et de sacrifices budgétaires, le moment était enfin venu d'engranger les dividendes de la paix et de s'interroger sur la nécessité de continuer à entretenir un tel outil de défense conventionnel et surtout de maintenir la conscription puisqu'il n'y a plus de menace mortelle massive à nos portes.

D'un seul slogan et code du service national oblige, la première guerre du Golfe, viendra porter l'estocade : pas d'appelés pour libérer le Koweït . Dans une société toujours hantée par le souvenir des grandes hécatombes du XX<sup>e</sup> siècle, la vie du jeune Français est bien trop précieuse pour être risquée dans des conflits dont la finalité reste sujette à caution dans l'opinion publique. Nous ne fournirons donc que 19 000 hommes à une coalition qui en comptait près d'un million. Sur ces 19 000, à peine 12 000 d'une armée de Terre qui en comptait alors 250000 ! Dans la forme, c'en était fini de la conscription et dans l'esprit, exit l'article premier de la loi Jourdan de 1798, « Tout Français est soldat et se doit à la défense de sa patrie ». ! Pourtant, nous nous étions investis autant que nos moyens et nos forces morales nous l'avaient alors permis dans une guerre froide dans laquelle nos ennemis désignés affichaient une puissance destructrice sans commune mesure avec celle des États faillis et autres groupuscules insurgés auxquels nous avons été et sommes toujours confrontés depuis.

Nous avons su construire une force de dissuasion nucléaire qui nous avait coûté et nous coûte d'ailleurs toujours les yeux de la tête. 10% du budget de la défense en moyenne et 20% du budget équipement ce n'est pas rien ! Oui mais,

menace d'emploi n'est pas emploi et pour peu qu'il soit crédible, le couple indissociable « dissuasion nucléaire et forces conventionnelles » nous met à l'abri de la guerre et donc nous préserve des pertes et des destructions sur le sol de France . Et plus nous serons prêts à faire la guerre, moins nous aurons de chances de la faire ! Cette espèce d'assurance vie était plutôt un bon plan comme on dirait aujourd'hui. Il le reste d'ailleurs, encore.

Malgré tout, la multiplication de nos engagements militaires dans des crises secondaires ne relevant pas de la dissuasion nucléaire, a, petit à petit, ravivé les vieilles phobies. Notre engagement en Afghanistan a incontestablement été le déclencheur d'une nouvelle évolution des mentalités : « Qu'est-on aller faire là-bas ? Qu'y défendons-nous au prix de la vie de nos soldats et de populations civiles innocentes ? Pourquoi des troupes au sol ? » Autant la Nation s'était habituée, à défaut de les avoir totalement acceptées, aux opérations de maintien de la Paix à forte résonance humanitaire, autant notre implication dans ce conflit allait insidieusement susciter incompréhension puis rejet. Et voilà ressuscitée l'obsession de l'engagement à zéro mort et des frappes chirurgicales nettes et sans bavures. Il est vrai qu'aujourd'hui, les prouesses technologiques aidant, les armes aériennes ou navales sont dans l'absolu moins vulnérables que l'infanterie...Après l'enlèvement en Irak puis en Afghanistan, l'évolution en cours de la stratégie américaine ne dit d'ailleurs pas autre chose : "La tendance est désormais ... sur le plan de l'engagement des forces, aux forces aériennes et navales et aux actions indirectes au détriment des interventions de longue durée à forte empreinte au sol. » Pour résumer : la guerre mais avec le moins possible de troupes au sol.

La question posée fin 2011, par le président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du sénat au CEMAA au sujet de l'intervention contre la Libye est à cet égard significative : « Est-ce que cette opération, dont la principale caractéristique, pour ce que j'en retiens, est la faiblesse délibérée, voulue, organisée, d'empreinte militaire au sol, est susceptible de devenir un modèle pour de futures interventions ? » En démontrant une fois de plus le contraire, l'intervention au Mali pourraient bien infléchir la tendance en rappelant que tant que les hommes n'auront ni plumes ni branchies tout commencera et se terminera sur terre. Car malheureusement, la guerre étant plutôt affaire de contrôle de populations et donc de territoires, il faudra toujours des troupes sur le terrain si l'on veut, pour citer Colin Gray, « obtenir quelque chose qui ressemble à une victoire décisive ».

Mais les Français ont de la mémoire et la phobie de la guerre est devenue un élément structurant de leur mentalité surtout lorsqu'elle est exacerbée par leurs préoccupations du moment.

Et dans l'immédiat, c'est : « on a bien plus urgent à faire que dépenser de l'argent dans des expéditions lointaines et de sacrifier inutilement la vie de nos soldats. Et en admettant qu'il le faille vraiment alors autant utiliser, à distance, des armes de nouvelle technologie ».

Il est vrai que le principe est attrayant mais tout le monde n'en fait pas la même

lecture : pour les uns il permet d'épargner des vies et pour d'autres de la masse salariale.

Admettons que cette évolution soit pertinente, prendre un tel virage conceptuel et technologique ne se fera pas d'un simple claquement de doigt, au gré des humeurs de l'opinion publique et des inflexions politiques qu'elles suscitent. De telles inflexions nécessitent d'abord du temps.

## **12) Il faut avant tout définir une nouvelle politique de défense puis la décliner en doctrine d'emploi des forces :**

A défaut d'atteindre le consensus, ce qui reste malgré tout souhaitable en matière de défense nationale, il faut tendre vers une majorité aussi large que possible sur l'appréciation des menaces réelles ou pressenties ce qui, vous en conviendrez, ne va pas forcément de soi. La rédaction du livre blanc en atteste...

Puis restent à développer une politique de défense et une doctrine d'emploi des moyens de la Nation et donc des moyens militaires.

Qui du politique ou du soldat pèse le plus sur la décision ? Dans nos démocraties aucun doute n'est permis puisque la primauté du premier sur le second n'est même pas discutable mais de cette primauté de l'un à la consultation de pure forme de l'autre, il y a de la marge. Comme le soulignait le colonel de Gaulle, citant Musset dans le fil de l'épée : « Ils iront deux par deux, tant que le monde ira, pas à pas, côte à côte ».

Il s'ensuit en fait un incontournable dialogue politico-militaire, de la définition de la politique de défense à la conception des doctrines d'emploi et des plans d'engagement voire même, ultérieurement, à la micro-conduite des opérations.

S'il y a plus ou moins consensus sur l'évaluation des menaces, leur apporter des réponses pertinentes s'avère nettement plus compliqué :

Aurons nous les moyens de nos ambitions ou devons nous nous contenter des ambitions de nos moyens ? C'est clairement une responsabilité politique.

Comment emploierons-nous ces moyens ? C'est au niveau stratégique une responsabilité plutôt partagée et au niveau tactique une responsabilité plutôt militaire.

Quelques exemples touchant autant à la stratégie qu'aux équipements pour illustrer mon propos :

**Premier exemple** : au début des années 1900, nous faisons le pari **politique** du respect de la neutralité de la Belgique. Le 19 juillet 1911, le général Michel, chef d'État-Major présente le plan XVI. Celui-ci propose une attitude défensive et un élargissement du front jusqu'à la Belgique en mobilisant tous les réservistes. Il est rejeté à l'unanimité par les membres du Conseil supérieur de la guerre. Le 28 juillet, qualifié d'« incapable » par M. Messimy, ministre de la Guerre, il est destitué de ses fonctions en Conseil des ministres. Le Plan XVII, basé sur une réaction offensive de part et d'autre de Metz, ne couvre la frontière que de la Sambre française à la Suisse. Il reçoit l'aval du pouvoir politique, garant de la neutralité belge qui écartent tout

déploiement préventif en Belgique. On connaît la suite.

**Second exemple** qui souligne bien le lien entre doctrine et équipements : comme la doctrine est résolument offensive (en 1912, le président Fallières avait affirmé que « l'offensive seule convient au tempérament de nos soldats ») à quoi bon s'embarrasser d'une artillerie lourde qui ralentirait le rythme de l'attaque. L'excellent canon de 75 (déjà 21 ans en 1914) fera parfaitement l'affaire. Les Allemands, eux, savent qu'ils auront à démolir les forts de la Meuse et ceux du système Séré de Rivière. Ils aligneront 848 canons lourds, nous à peine 300. Quant au 75, son calibre et sa trajectoire trop tendue ne permettront pas la destruction des objectifs à contre-pente ou bien protégés. Ajoutez à cela un stock d'obus initialement insuffisant, le rétablissement de la Marne relève bien autant du miracle que de la placidité du général Joffre.

**Le troisième exemple** vous est tout aussi connu et montre que la quantité ne fait pas tout : en 1940, nous avons 4000 chars de combat, les Allemands 2500. Mais les doctrines d'emploi n'étaient pas les mêmes. D'un côté, la dispersion des engins en appui d'une infanterie s'appuyant sur la ligne Maginot. De l'autre, la constitution d'un véritable poing blindé destiné à réaliser une percée qui décidera du sort de la bataille.

La définition d'une politique de défense, des doctrines et des tactiques qui en découlent est donc bien le fruit d'une longue et très complexe maturation qui doit autant que possible coller aux réalités mouvantes du moment sans perdre de vue les enjeux de long terme. Elle s'accommode donc mal des changements de caps au gré des épiphénomènes, des sautes d'humeurs et des sondages d'opinion car les systèmes d'hommes et les systèmes d'armes ne sont pas aussi flexibles qu'on pourrait le penser.

**13) Pour le néophyte décider peut finalement sembler assez simple. Y a qu'à, faut qu'on ! Malheureusement, dans ce domaine également, la mise en œuvre des décisions aux effets forcément durables, nécessitera toujours du temps.**

**131) C'est particulièrement vrai pour les systèmes d'hommes.**

Pas plus que ce ne sont les militaires qui décident seuls de la politique de défense, de construire la ligne Maginot ou de partir faire la guerre, ils ne décident pas seuls du système d'hommes qui devra mettre en œuvre la politique de défense du gouvernement.

Les différentes alternatives sont connues mais passer de l'une à l'autre nécessite là encore et inévitablement du temps :

**1<sup>re</sup> alternative** : l'armée de conscription, plutôt moins chère avec une ressource en hommes garantie par la loi, mais qui pose des problèmes d'égalité des citoyens devant les contraintes légales : comment utiliser une classe d'âge d'un peu moins de 800 000 jeunes des deux sexes pour satisfaire un besoin estimé actuellement à moins de 110 000 militaires du rang toutes armées confondues ? Faut-il écarter les filles ? Mais quid alors de l'égalité homme-femme ? Réduire le service à quelques mois et si oui combien ? Un service masculin de 6 mois n'utiliserait que 60% de la ressource avec au bout du compte une aptitude opérationnelle plus que douteuse et des

modalités d'engagement qui resteraient à préciser notamment en termes de durée. Aujourd'hui nous n'engageons un soldat de métier pour généralement 6 mois qu'au bout d'un an de formation au minimum (entre formation initiale et mise en condition à la projection). Au total, cela fait au moins 18 mois. Souvenez-vous de la campagne de presse après l'embuscade d'Uzbin : trop jeunes, pas assez formés, mal équipés etc.

**2° alternative** : l'armée professionnelle, ouvrage remis sur le métier chaque jour faute de ressource garantie et stable, plus efficace bien sûr mais forcément plus ramassée compte tenu des contraintes de masse salariale et de recrutement.

**3° alternative** : l'armée mixte, très rapidement à deux vitesses, qui ne fera qu'exacerber les inégalités d'un service national de complément ayant bien du mal à absorber la ressource disponible.

Se pose enfin, dans tous les cas de figure, le problème de la **constitution de réserves** motivées et instruites. Exception faite de l'emploi sur le territoire national, comment obtenir des réservistes le niveau de préparation actuellement exigé des soldats professionnels pour la projection en OPEX ? 6 mois de mise en condition à la projection puis 6 mois d'engagement ? Quels réservistes peuvent consacrer 12 mois d'affilée à une opération extérieure ?

**La professionnalisation** décidée en 1996 s'est achevée, plutôt bien d'ailleurs, en 2002. 6 années pour un dispositif qui paraît difficilement réversible... Mais est-ce que demain avec des effectifs aussi faibles, les armées seront en mesure de nous protéger de dérèglements massifs voire de faire face à une véritable rupture stratégique ?

– Il y avait 250 000 hommes dans la seule armée de Terre au début des années 90. En 2014, au terme de la loi de programmation 2008/2014 en cours, les trois armées ne pèseront plus, ensemble, qu'un peu plus de 197 000 militaires, 91 500 dans l'armée de terre, 35 300 dans l'armée de l'air, 32 000 dans la marine et 38 400 dans les services interarmées. Il convient d'y rajouter 57 500 civils qui feront de l'administration et du soutien mais n'iront pas faire la guerre.

– En 2012, avec 96 110 militaires, l'armée de terre stricto sensu, celle du BOP Terre, est passée sous la barre symbolique des 100 000 militaires, deux fois le nombre d'agents de la ville de Paris. Désormais, elle tient largement dans le stade de France, 80 000 dans les gradins, le reste sur la pelouse.

– 81 régiments contre 229 en 1989...

– Pour mémoire, en 2012, et ne me faites pas dire que ce n'est pas justifié, les effectifs de la police sont de 143 700 hommes et femmes et ceux de la Gendarmerie de 95 600.

– Comme j'aime bien les démonstrations par l'absurde, je rappelle qu'en 1914, après mobilisation, il y avait 2 000 000 d'hommes dans l'infanterie, de quoi mettre un fantassin tous les 50 centimètres de Nice à Dunkerque. Aujourd'hui avec nos 20 régiments d'infanterie, (1 de moins que les Suisses...) nous serions capables de faire la même chose entre Sarzeau et Port-Navalo avec, il est vrai une puissance de feu sans commune mesure...

– Pourtant, il semblerait bien que de nouvelles compressions soient dans l'air du temps. Or, restructurer à la baisse un système d'hommes professionnels ne se fait pas

d'un simple coup de baguette . On en parle peu mais c'est très très dur ! Il faut déjà aller au bout de la réorganisation en cours depuis 2008. Supprimer en 6 ans 54 000 postes dans les armées dont 24450 dans l'armée de Terre ce n'est plus, comme dans le temps, renvoyer chez eux, par anticipation, des appelés que cela réjouissait ou réduire l'appel sous les drapeaux. C'est supprimer de vrais emplois. Pour la seule armée de Terre, c'est l'équivalent de 38 sites industriels type Florange rayés de la carte. Vous conviendrez qu'on en parle moins...Il faut naturellement y ajouter un effectif équivalent en termes de personnels réorientés et mutés. Vous pouvez imaginer ce que tout cela implique en désillusions professionnelles, drames sociaux, domaniaux et familiaux, sans parler de la détresse des petites garnisons !

La constitution de forces armées bien entraînées ne s'improvise pas et, pour peu que l'on veuille se montrer respectueux des hommes et des femmes ayant assuré jusqu'alors la défense du pays et de ses intérêts, le passage d'un système d'hommes à un autre nécessite des mesures d'accompagnement dans la durée. On peut toujours accélérer le mouvement mais il faut alors y mettre le prix d'une reconversion décente. Mais comme la réduction de la masse salariale vise surtout à faire des économies immédiates, il y aura toujours antinomie entre réduction des effectifs et mesures d'accompagnement ! Tout cela va bien au-delà des « imprévoyances coupables » et de la préservation de corporatismes, hâtivement dénoncées a posteriori. Bien évidemment accroître brutalement les effectifs d'une armée professionnelle ne se fait pas non plus par enchantement. La problématique de l'équipement des forces ne va pas simplifier la donne.

### **132) Les équipements.**

Construire des systèmes d'armes nécessite une volonté et de l'argent, nous venons d'en parler, mais aussi des matières premières, des usines, du personnel qualifié maîtrisant les technologies de pointe et donc, là encore, du temps. Pas plus aujourd'hui qu'hier on ne peut s'affranchir de ces données. Si on n'a pas ce qu'il faut à la veille d'un conflit, il est déjà trop tard et si l'on a des déficits graves, il faudra du temps pour remonter la pente ce qui impactera inévitablement le rythme des opérations voire incitera d'emblée au renoncement. J'ai déjà évoqué la crise des munitions de septembre 1914 mais cela vaut pour tous les systèmes d'armes et à toutes les époques ; aujourd'hui cela s'applique aux moyens de projection, aux drones, aux missiles et aux moyens de la cyberdéfense ! En 1914, nous avons eu la dernière guerre du 19<sup>e</sup> siècle. En 1918, nous en étions à la première du 20<sup>e</sup>.

La guerre est malheureusement un fabuleux accélérateur technologique mais qui aurait pu prévoir de tels besoins et une telle évolution ? Personne ! Les chiffres parlent d'eux même<sup>1</sup>. Entre 1914 et 1918 on passe de :

- 5 000 mitrailleuses à 20 000 ;
- d'aucun fusil mitrailleur à 50 000 ;
- 4 200 canons de campagne (75) à 5 600 ;

---

<sup>1</sup> La plupart des données statistiques relatives à la guerre de 14-18 figurant dans cette conférence sont tirées de l'ouvrage de Rémy Porte « La mobilisation industrielle, premier front de la Grande Guerre ? » Éditions 14-18.

- 300 canons d'artillerie lourde à 5 000 ;
  - d'aucun char d'assaut à 4600 ;
  - de 300 avions à 3300 ;
  - de 6 000 camions à 90 000.
  - les usines Renault de 6 300 à 22 500 ouvriers ;
  - la seule poudrerie de Toulouse de 100 à 30 000 ouvriers.
- « La guerre a coûté 50 fois plus que prévu. Elle provoque un torrent de dépenses inimaginables, rendant dérisoires de tels préparatifs » nous dit Alain Plessis dans l'encyclopédie de la Grande guerre.

Naturellement, en temps de paix, il en va tout autrement. Les progrès technologiques aidant, un matériel militaire dure en moyenne une quarantaine d'années, les aéronefs compris. (le record de longévité sera probablement battu par le B52H, fabriqué 1960 et qui volera jusqu'en 2040!) Cela fait plus de trente ans que nos valeureux VAB sont de toutes nos OPEX ! Je ne pense pas qu'il y en ait beaucoup dans cette salle qui roulent encore dans une voiture des années 80 !

Vous me direz qu'il n'y a qu'à renouveler plus souvent nos équipements ! Certes mais il faut en regarder les coûts d'acquisition et en nombre de voitures de milieu de gamme à 15000€ cela donne à réfléchir :

- FELIN : 30 K€ = 2 ;
- Caesar : 2,63 M€ = 175 ;
- VBCI : 3,39 M€ = 226 ;
- Char Leclerc : 9,36 M€ = 624 ;
- Hélicoptère NH90 : 29,3 M€ = 1953 ;
- Hélicoptère Tigre : 35,5 M€ = 2366 ;
- Rafale sortie usine : 6 700...

Donc, là encore, ce ne sont pas des engagements que l'on prend à la légère d'autant qu'entre le moment où l'on prend la décision et le moment où arrivent les équipements de l'eau coule sous les ponts. Ainsi, entre la conception et la production du dernier équipement, il peut y avoir de 10 à 20 ans entre les aléas techniques, les capacités industrielles et les étalement de programmes pour raisons budgétaires. Prenons deux exemples :

- Le char Leclerc : en pleine guerre froide on envisageait d'en construire 1200...Le cahier des charges a été bouclé en 1980, le premier prototype est sorti en 1986 , le dernier et 406<sup>e</sup> a été livré en 2007, 27 ans plus tard. En 2012, il nous en reste 254 ce qui veut dire que 152 ont déjà été retirés du service et les quarante premiers démantelés.

- Les études amont du système Félin ont été lancées en 1995. Les dernières livraisons sont attendues pour juin 2015. 20 ans après les premières études ! Un mot sur Félin . Ce n'est pas le système qui est pesant c'est la pression mise sur les chefs militaires en termes de protection du soldat. Et quand bien même le soldat serait-il encore doté du bon vieux Lebel il aurait le même gilet pare balle qu'actuellement. Or, en l'état actuel de la technologie, la protection c'est du poids...

- L'achat sur étagère, au dernier moment, au cas où, n'est qu'une panacée de

bistrot : possible pour des petits équipements et en petites quantités, il reste un mythe pour les équipements majeurs. Les industriels de l'armement construisent des prototypes mais leurs étagères sont désespérément vides en l'attente de commandes fermes.

Naturellement, ces réflexions ne valent que pour les moyens disponibles au déclenchement des opérations. Ensuite il faudra durer en se souvenant :

- que les équipements s'usent : prenons l'exemple de l'emblématique canon de 75 ; 4 200 canons en 1914 et 5 600 à la fin de la guerre mais c'est au total 23 000 qui sont sortis d'usine ! Environ 18 000 pièces furent détruites durant les combats, les deux tiers du fait de l'ennemi le reste du fait de malfaçons : 3 257 canons éclatés, 3 391 canons boursoufflés, par défaut du tube, de la culasse ou suite à un éclatement prématuré de la cartouche.

- que les munitions se consomment : du 20 au 27 août 1917 sur front de Verdun à l'ouest de la Meuse et pour des opérations aux objectifs limités, 3 millions d'obus de 75 ont été tirés et 1,5 million d'obus d'artillerie lourde...soit l'équivalent de la moitié du stock prévu pour la guerre en 1914. A 2,53€ le franc 1915, cela nous met la semaine d'appui d'artillerie à 1,3 milliard € soit 30% de plus qu'une année de surcoût OPEX d'aujourd'hui !

- Durant l'opération Harmattan en Libye, les Mirage et Rafale de l'armée de l'air et les hélicoptères de l'aviation légère de l'armée de Terre ont tiré 2000 missiles et bombes de tous modèles et la Marine a tiré 3.000 obus. Un peu moins de 5000 munitions en 7 mois (du 19/03/11 au 31/10/11). Nous sommes très loin des 4,5 millions en une semaine sur la cote 304 et le Mort-homme.

Mais si aujourd'hui on tire nettement moins les coûts unitaires ont explosé ! Cela dit, les questions n'ont pas changé au fil des ans : quel type d'équipements et en quelle quantité, à quel coût et pour combien de temps ? Mais surtout quels types de munitions, à quel prix unitaire et en quelles quantités par type ? Quels outils de production conserver en propre (nous ne fabriquons plus de fusils ni de cartouches pour nos armes individuelles actuelles) et quelles qualifications entretenir pour soutenir des équipements qui seront un jour hors d'âge ou a contrario préserver nos savoir-faire de pointe? (c'est notamment le cas de l'électronique et par exemple des chaînes de guidage des missiles).

Qui peut dire aujourd'hui à quoi ressembleront les guerres de demain ? Ne seront-elles que cybernétiques ou en reviendra t-on inévitablement, à un moment ou un autre, à l'affrontement de vive force entre les hommes ? Quelle en serait la durée ? Quel en serait le coût matériel et humain ? Serions-nous en mesure de supporter l'un et l'autre ? Qui peut le dire ? Personne ! Les comparaisons par l'absurde donnent le vertige : la guerre de 14-18 aurait coûté à la France 1 126 milliards de francs de l'époque soit au taux actuel 2 850 milliards d'€ soit 1,5 fois le PIB 2011 de la France. Nous en avons payé le prix en 40, on peut d'ailleurs se demander si nous n'en payons pas toujours le prix aujourd'hui ?

Mais est-ce que, finalement, les militaires ne sont pas victimes d'un tropisme privilégiant le modèle de la guerre inter-étatique industrielle là ou d'autres ne voient plus, désormais, qu'opérations de contre-insurrection, de rétablissement de la paix

puis de stabilisation, voire de nation building nettement moins dispendieuses en moyens et vies humaines ?

Qui a raison dans cette affaire ? Est-il humainement et techniquement possible de prévoir de tels événements ou sommes-nous condamnés à toujours avoir une guerre de retard ?

## 2<sup>e</sup> partie : Est-ce vraiment une fatalité ?

**21) La tentation est forte de se mettre dans la posture de ne pas avoir d'ennemi. Pas d'ennemi pas de guerre, pas de guerre pas d'armée ! Malheureusement ce penchant naturel et le raisonnement qui s'ensuit ne résiste pas à une lecture attentive de notre histoire ni à une analyse objective de notre monde d'aujourd'hui.**

Un constat indiscutable s'impose à nous : nous vivons dans un monde qui réarme, un monde en quête permanente de ressources et de débouchés, un monde déstabilisé par des groupuscules transétatiques adeptes d'un syncrétisme détonant entre extrémismes religieux et intérêts mafieux, et bien d'autres encore, et dans le même temps nous avons une réelle difficulté à cerner la nature exacte de la menace pour nous en prémunir. Savoir, vouloir, pouvoir, ce triptyque éternel résume bien l'ampleur de la tâche !

**Savoir** qui pourrait bien être l'ennemi et en percer les intentions ;

**Vouloir** vraiment se défendre contre lui ;

**Le Pouvoir** en s'en donnant les moyens.

– **Savoir** : La prospective, à laquelle l'ensemble de la Nation a le devoir de contribuer, est un exercice très complexe qui passe d'abord par la culture générale et une curiosité en perpétuel éveil, et qui ne s'accommode pas des dogmatismes politiques, des poncifs éculés et autres idées toutes faites. L'exercice est ardu. A l'été 1914, quelques jours avant la tourmente qui allait emporter l'Europe, Lloyd George alors Chancelier de l'Échiquier regrettait l'importance des sommes consacrées par l'Angleterre aux dépenses d'armement en affirmant que « le pays avait besoin de la paix à l'intérieur et à l'extérieur. » On était à 15 jours de la déclaration de guerre aux Allemands...Y voir clair à 10, 15, 20 ans n'est pas forcément plus simple aujourd'hui !

Les deux autres points n'en sont pas moins essentiels .

Souvenons-nous de l'ordre du jour du général Gamelin à la veille d'une débâcle sans précédent : « Toute troupe qui ne pourrait avancer doit se faire tuer sur place...vaincre ou mourir ». Roland Dorgelès lui répondra dans « La drôle de guerre » : « Mais vaincre, on ne pouvait plus et mourir, on ne voulait pas »<sup>2</sup>.

---

2 Roland Dorgelès « D'une guerre à l'autre » Éditions Omnibus

– **Vouloir** : mais vouloir quoi ? Défendre quoi ?

Comme je l'ai déjà bien souvent répété, notre sécurité et notre prospérité ne sont plus réductibles aux seules frontières de l'Hexagone ni même à celles de notre bonne vieille Europe élargie à 27 et sa politique de défense commune actuellement « en pleine hibernation ». La France, puissance continentale et deuxième espace maritime du monde, n'a pas d'autre solution que de contribuer à la stabilité dont nous avons besoin, ne serait-ce que pour nous approvisionner en matières premières et trouver des débouchés à ce que nous produisons. Elle ne peut le faire seule mais elle doit y apporter la contribution que lui impose son histoire, sa puissance, ses valeurs, son statut de membre permanent du conseil de sécurité et ses besoins les plus domestiques. 84,7% de l'électricité vendue par EDF est d'origine nucléaire et jusqu'à preuve du contraire nous ne produisons pas d'uranium et on pourrait multiplier les exemples à l'envi. Les Français sont capables d'entendre ce discours et la France n'est d'ailleurs pas le seul pays dans cette situation. La dimension internationale de la prise d'otages d'In Amenas en atteste. Reste ensuite à se donner les moyens de sa volonté.

– **Pouvoir** : les contraintes en tous genres, budgétaires notamment mais aussi industrielles ont tôt fait de mettre à mal les intentions les plus louables et les mêmes qui prônent aujourd'hui le principe de réalité budgétaire seront les premiers, demain, à condamner de coupables imprévoyances. Or le constat n'incite pas à l'optimisme. Écoutons ce qu'en dit dans la série "Focus stratégique" de l'Institut Français des Relations Internationales, Martial Foucault, professeur de sciences politiques à l'Université de Montréal : « Pour illustrer les changements intervenus en France ces trente dernières années, rappelons que le budget de défense voté en 2010 correspond peu ou prou en valeur au budget adopté en 1981... Si l'on tient compte du budget de défense hors-pensions, il représentait 1,7% du PIB en 2011 contre 3 % en 1982. Si l'écart semble faible, il signifie toutefois que l'effort budgétaire français de défense a quasiment été divisé par 2 en l'espace de trente ans ».

La pire des choses serait de nous dessiner un monde compatible avec les aspirations pacifiques de nos concitoyens et les réductions budgétaires que nous escomptons faire sur notre sécurité à défaut d'avoir la volonté d'en faire ailleurs. Dans un monde qui réarme le pire serait de suivre une Europe qui désarme. Malheureusement, la situation économique étant ce qu'elle est, nous continuerons à jongler avec deux volontés antagonistes : d'un côté, celle de contribuer à la réduction de la dette et à l'assainissement de nos finances publiques et de l'autre, celle de ne pas continuer à faire du budget de la défense une variable d'ajustement au détriment de notre sécurité collective. D'ailleurs, au point où nous en sommes, on peut se demander si cette notion de variable d'ajustement a encore un sens.

**22) En effet, depuis le temps que nous réduisons nos budgets de la défense et que la variable varie que peut-on vraiment faire de plus aujourd'hui ?**

Actuellement la dépense publique représente 56% du PIB, la part de la défense

avoisinant désormais les 1,5%. Il serait étonnant qu'on ne puisse pas trouver sur les 54,5% qui constituent plus de 97% de cette dépense publique ce que l'on recherche désespérément à gratter sur les 1,5% qui n'en représentent que moins de 3%.

De plus, les décisions qui seront prises ne produiront pas d'effets immédiats mais auront, en revanche, des effets durables et difficilement réversibles aussi bien sur le personnel que sur les équipements.

### **221) Le système d'hommes.**

Sauf loi de dégageant des cadres brutale, non renouvellement massif des contrats et suspension durable des recrutements, l'évolution des systèmes d'hommes se caractérise par son inertie et sa forte sensibilité sociale. Composée de 71% de contractuels qui méritent d'être traités avec les mêmes égards que n'importe quel salarié de ce pays et les 29% de cadres de carrière statutairement protégés comme les autres fonctionnaires, l'armée de terre n'y échappe pas. Les autres armées non plus !  
trois exemples :

- différer ou annuler un recrutement décrédibilise et désamorce toute la chaîne de recrutement pour des années ;
- ne pas renouveler le contrat d'un spécialiste compétent formé à grand frais est humainement dévastateur et financièrement hérétique ;
- ralentir le recrutement au concours d'entrée dans les écoles d'officiers, ne produit des effets que 4 ans plus tard dans les régiments...

Enfin, il est clair que, dans une armée désormais composée de **volontaires** uniquement, toute mesure brutale sera perçue comme un manque de considération et de respect de la parole donnée au recrutement, ce qui n'incitera pas les plus jeunes à se consacrer à la défense de leur pays !

**222) Dans le domaine des équipements** tout n'est pas aussi négatif qu'on le prétend communément mais si nous connaissons de vraies réussites, nous avons également de sérieuses lacunes qui ne pourront qu'empirer au gré de l'usure de certains parcs désormais à bout de souffle. Une question s'impose en ces temps d'évolution technologique hyperbolique et de profonde mutation notamment en termes d'énergie et donc de motorisation. Quels types d'engins, quels systèmes d'armes pourront traverser les quarante ans qui viennent sans devenir prématurément obsolètes ? Aucun.

C'en est donc bien fini des équipements fabriqués pour durer des décennies en l'état. Désormais un équipement neuf doit être un équipement en devenir. C'est l'un des objectifs du programme Scorpion de l'armée de Terre : mutualiser un maximum de technologies d'un équipement à l'autre et en préparer les évolutions : motorisation, armement, électronique de bord, systèmes d'information. Le VBMR, successeur de notre vieux VAB sera significatif à cet égard.

Mais tout n'étant pas prévisible, la notion d'adaptation réactive s'est imposée au cours de ces dernières années. Il s'agit en fait d'adapter rapidement les seuls équipements déployés aux contraintes d'un théâtre d'engagement bien précis. Par exemple ont été privilégiés en Afghanistan la protection contre les IED et leur

détection, la mobilité, la puissance de feu antipersonnel, les moyens d'observation thermique et les transmissions. Mais ce n'est pas la panacée universelle car il demeure un certain nombre de contraintes légales et techniques : urgence ou pas, difficile de s'affranchir totalement du code des marchés publics et d'adapter un véhicule sous-motorisé n'ayant plus de réserve de masse pour accepter un surblindage.

En matières de personnel et d'équipement, les inflexions s'inscrivent donc pour l'essentiel dans le temps long et nécessite de solides capacités d'anticipation et d'innovation, des capacités et du génie industriels et quoi que l'on fasse de l'argent.

J'ai commencé cet exposé par la société. Je terminerai par elle car rien ne se fera sans elle et a fortiori contre elle, en esquissant deux problématiques, celle de la résilience et celle de la judiciarisation des opérations militaires tactiques..

## **23 ) Opinion publique, capacité de résilience et judiciarisation.**

### **231) Une capacité de résilience fragile.**

Je n'aime pas ce terme qui s'applique aux matériaux alors que celui de résistance s'applique également aux êtres humains. Malgré la professionnalisation, la phobie de la guerre est restée la plus forte dans une société qui n'accepte pas la mort du soldat. Il est vrai qu'elle n'est pas ordinaire, que les faits d'armes ne sont pas des faits divers, et que l'on répugne à la comparer aux autres causes de mortalité dans notre pays.

Pourtant il va bien falloir se décider à regarder les choses en face un jour ou l'autre. Sur 546 000 décès en France en 2011 :

- 60 000 sont attribuables au tabac ;
- 35 à 60 000 à l'alcool, 49 000 étant le chiffre admis pour 2009 ;
- 19 000 aux accidents domestiques dont les sports en tous genres ;
- 4200 aux infections associées aux soins (IAS) dans les hôpitaux ;
- 3645 aux accidents de la route ce qui est regardé comme une performance ;
- 1441 aux accidents professionnels ;
- 665 ont été victimes d'homicides dont 140 femmes sous les coups de leur conjoint.
- 2 enfants meurent chaque jours de maltraitance dans notre pays.
- En 2010, 6 policiers et 13 gendarmes sont morts en service.
- Dans la semaine du 4 au 10 mars 2013, 10 personnes se sont tuées aux sports d'hiver.
- En 11ans, 88 soldats sont morts en Afghanistan . 8 par an en moyenne. **Ces 11 ans équivalent à 22 minutes de la guerre de 14-18.**
- De 2002 à 2011, en 10 ans, l'armée de terre a déploré 1089 militaires tués dont 2/3 hors service et 1/3en service dont 68 au combat stricto sensu.
- Entre l'Irak et l'Afghanistan les Américains ont eu 4488 et 2177 tués soit 6665 au total ; nous 88 dans le même laps de temps. Ils sont 314 millions nous 65 soit 4.8

fois moins. Indépendamment de toutes considérations de volume de troupes engagées, imaginons ce qu'aurait été la réaction de notre opinion publique si nous avions comptés  $6665/4.8=1388$  tués au combat, sur la même période. Il faut bien admettre que ce pays une « capacité d'encaisse », de résistance, supérieure à la nôtre ! Le raisonnement est discutable mais les chiffres parlent...

**Dès lors qu'il y va de la défense de la Patrie et des intérêts supérieurs de la Nation, il va bien falloir se souvenir collectivement de ce que nous disent les lois de la République : « L'état militaire exige en toute circonstance esprit de sacrifice, pouvant aller jusqu'au sacrifice suprême... » Le soldat connaît cette exigence puisqu'il l'a acceptée. C'est son honneur et c'est aussi celui de sa famille.**

Malheureusement un constat s'impose à nous : cela fait longtemps maintenant que tous les insurgés de la planète ont compris que désormais, dans nos sociétés compassionnelles, **l'émotion** avait tôt fait de l'emporter sur la **raison**. Cette évolution sociétale est un incontestable atout dans leur jeu puisqu'elle affaiblit nos unités en opérations. C'est comme ça ! Actuellement, l'objectif de n'importe quel groupuscule « religio-mafio-terroriste » menaçant la stabilité d'une région n'est pas une victoire militaire qu'il sait hors de portée, mais bien nos opinions publiques : alors il prend des otages, il tue au hasard, à la première occasion, sans aucune considération tactique et menace de porter l'affrontement au cœur de nos villes ce qui rend, à mon sens, le brouillard de la gestion de crise encore plus opaque que celui de la guerre.

En s'en tenant, à juste titre, à des préventions morales dont nos adversaires ne s'embarrassent guère, nos sociétés ont accepté de se mettre en situation de faiblesse. Les derniers événements pourraient annoncer un changement d'attitude.

232) Je terminerai par **la judiciarisation des opérations militaires tactiques**.

Comment en est-on arrivé là ? C'est finalement assez simple et correspond à une évolution de notre société qui touche tous les secteurs d'activités. Du temps de la conscription, le sacrifice du soldat était porté par l'élan patriotique, consenti ou contraint, qui accompagnait l'engagement des armées dès lorsqu'il y allait de la survie de la Nation. Il n'en était pas moins douloureux pour autant. Les grands chefs n'échappaient ni au tribunal de l'Histoire ni, parfois, aux tribunaux de la République, mais maintenant du caporal au général personne n'est à l'abri de poursuites judiciaires pour des raisons liées à l'engagement tactiques. Avec la professionnalisation s'est produit un enchaînement bien dans l'air du temps entre armée de métier, métier et travail, travail et accident du travail, accident du travail et « la faute à qui ? » Pour chaque blessé, pour chaque tué, il faut un coupable et si c'est l'ennemi, c'est sans doute que le chef a commis une erreur quelque part ! Il faut que cela soit très clair, les militaires, quel qu'en soit le grade, ne sont pas au-

dessus de lois qui les protègent tout autant quelles les obligent. Où qu'il soit déployé, le soldat français applique à la lettre les règles du droit international et national, et nos règles éthiques et comportementales si bien synthétisées dans notre code du soldat. C'est une donnée immuable de notre métier, et nous savons parfaitement qu'il n'y a jamais eu d'immunité pénale, disciplinaire ou professionnelle du militaire.

Mais nous savons également qu'il n'y a jamais eu de modèle mathématique de la guerre et que l'engagement opérationnel a toujours été soumis à de fortes contingences que le chef au combat s'efforce de réduire au maximum.

Cette évolution fragilise incontestablement nos armées. L'inhibition de nos soldats et de leurs cadres aura inévitablement une influence sur les unités en opérations. La perspective de l'exploitation judiciaire du retour d'expérience conduira inévitablement à son édulcoration et donc à un amoindrissement de nos capacités d'amélioration opérationnelle. La perspective de poursuites judiciaires entraînera très probablement une fragilisation de notre recrutement en cadres motivés et en soldats confiants car tout cela est d'abord perçu comme un manque de considération ; aux risques physiques s'ajoute désormais la perspective infamante d'être traduit devant les tribunaux au premier coup de feu. Enfin l'évolution subreptice du statut de défenseur vers celui d'accusé potentiel, ne fera que distendre un peu plus encore les liens entre la Nation et ses armées. Mais au bout du compte c'est toute la capacité de résistance de la Nation qui en pâtira, car à douter de ceux qui la défendent, elle finira bien par douter un jour de la nécessité même de se défendre.

### **En guise de conclusion générale :**

Sommes nous condamnés à avoir une guerre de retard ?

Je crois que nous sommes surtout condamnés à gérer un compromis entre nos ambitions et nos moyens, ce qui n'est pas tout à fait la même chose. Cette gestion qui s'inscrit dans la durée, doit prendre en compte ce que nous sommes au début de ce siècle, un pays pesant moins de 1% de la population de la planète et qui a besoin, comme beaucoup d'autres, d'un monde stable pour survivre.

Tous les pays en sont là.

Avons-nous actuellement une guerre de retard ? Compte-tenu des ambitions politiques affichées par l'actuel livre blanc, il faut bien admettre que nous sommes arrivés aux limites extrêmes de l'exercice, en effectifs sans doute, en équipements sûrement, les remarquables performances et le nombre des derniers équipements livrés ne compensant plus les faiblesses de ceux à bout de souffle et nos lacunes capacitaires.

Cela dit, peu de pays sont capables d'entretenir une dissuasion nucléaire crédible. Peu de pays sont capables de s'engager seuls en ouverture de théâtre à des milliers de kilomètres et de délivrer les premières frappes 5 heures après la décision

présidentielle d'engagement. Peu de pays ont les moyens et le courage de monter des opérations de récupération d'otages extrêmement complexes, fut-ce au prix, malheureusement, de la vie des otages et des soldats impliqués dans l'opération.

Peu de pays enfin, peuvent se targuer, les trois armées confondues, d'avoir des soldats aussi compétents et courageux.

Mais il est clair que nous ne pouvons plus nous engager seuls et regrettable que si peu, qui partagent les mêmes intérêts que nous et la même communauté de destin, ne nous suivent que sur la pointe des pieds...

Projetons-nous dans quelques années, après un « revers de fortune majeur » compromettant nos intérêts vitaux voire notre liberté. Les différents partis politiques, les médias, pour peu qu'ils aient survécu et conservé leur liberté d'expression, se déchaîneront et rechercheront les coupables des imprévoyances ayant conduit au désastre.

Que pourrait bien dire, par exemple, nos responsables politiques au journal de 20 heures ? « On s'est donc trompé. Beaucoup recherchent aujourd'hui des coupables. Les coupables c'est tout le monde. Tous les travaux d'état-major concluaient à un approvisionnement plus grand, mais la dépense s'en serait trouvée très augmentée. Qu'aurait pensé de cela le ministre des Finances ? » C'est quasiment, au mot près, ce que déclarait Alexandre Millerand, le ministre de la guerre du gouvernement Viviani, en 1915, en pleine crise des munitions.

Dans quelques semaines nous connaîtrons les conclusions du processus de réactualisation du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale. Formons le vœu qu'il nous décrive avec perspicacité ce que sera notre monde de demain, la place que nous entendrons y jouer et soit significatif du prix (dans toutes les acceptions du terme) que nous serons prêts à consentir pour ne pas avoir, le moment venu, une guerre de retard voire pire, de ne plus être du tout en mesure d'assurer la défense du pays et de ses intérêts car une fois l'épée brisée, il sera très long voire impossible, d'en forger à temps une nouvelle...